



Adamou Ndam Njoya est une nouvelle fois de la partie après les présidentielles de 1992, 2004 et 2011. Le maire de Fouban, dans l'Ouest, a 76 ans aujourd'hui et reste toujours la première option de l'Union démocratique du Cameroun (UDC), le parti qu'il a créé en 1991.

Par le passé, il a occupé de nombreux postes importants quand Amadou Ahidjo était au pouvoir. Il n'a jamais été en mesure d'inquiéter Paul Biya lors de ses trois participations à la présidentielle. Par ailleurs, Adamou Ndam Njoya doit faire face à une défiance de son propre cousin, l'influent roi Bamoun Ibrahim Mbombo Njoya, qui est membre du bureau politique du RDPC et un proche du président de la République. Son numéro deux Cyrille Sam Mbaka est l'invité de Christophe Boisbouvier.

C'est la quatrième fois qu'Adamou Ndam Njoya se présente. Est-ce qu'il n'est pas gagné par la lassitude ?

Cyrille Sam Mbaka : Non. Adamou Ndam Njoya n'est pas seulement un président de parti politique. C'est un facilitateur dans les crises, dans les guerres. Il l'a fait dans les Balkans, il l'a fait en Afrique du Sud, il l'a fait partout. Donc la situation que traverse le Cameroun l'interpelle particulièrement.

Vous pensez à la crise dans l'Ouest anglophone ?

Tout à fait. Cela commence à durer. Et puis, il y a une escalade. Donc je pense qu'il est interpellé dans cette crise-là. En tant que maire de Foumban, et en tant qu'autorité traditionnelle du Cameroun,

est-ce qu'Adamou Ndam Njoya a déjà fait quelque chose pour résoudre cette crise anglophone ?

Oui. Il ne l'a pas fait qu'au niveau de la crise anglophone. Il est allé même pour le problème de l'Extrême-Nord avec Boko Haram. Il est parti installer un secteur de dialogue interreligieux qui permet aux gens de se parler. Et pour l'Ouest anglophone,

qu'a-t-il déjà fait ?

La crise anglophone est née du fait du non-respect des accords de la réunion tripartite qui a eu lieu en 1991 et qui consacrait le Cameroun comme une fédération des régions. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, cela n'a pas été fait. Et Adamou Ndam Njoya aujourd'hui travaille sur ce sujet. Il n'y a pas que la paix, il y a la réconciliation, il y a le pardon. Et on ne cesse de travailler dans ce sens.

L'accord tripartite de 1991, c'était en faveur de la régionalisation ?

Tout à fait. C'était en faveur de la régionalisation. Cette régionalisation tarde à être mise en place et, ma foi, les conséquences sont là parce qu'on ne peut plus gérer le pays de la manière jacobine. Et ensuite, on a grandi. Donc il faut décentraliser, il faut régionaliser. Nous pensons à l'UDC, que c'est à partir des communes que nous allons avoir une bonne impulsion pour notre développement. Les deux candidats Joshua Osih et Akere Muna proposent le retour au fédéralisme d'avant 1972. Non. Je pense qu'on n'est pas obligé de copier ce qui se passe ailleurs. On fait en fonction de nos coutumes, de nos usages, et comment est-ce que nous voulons projeter notre pays.

Donc c'est le fédéralisme des régions. Mais concrètement, êtes-vous pour ou contre le retour à l'Etat fédéral d'avant 1972 ?

Je dois dire que le fédéralisme de deux Etats ne résout pas le problème des Camerounais, ne résout pas le fait accompli qui était l'unité déjà. Donc nous devons nous acheminer vers un fédéralisme des régions.

Un fédéralisme des régions, c'est-à-dire un régionalisme en réalité ?

C'est-à-dire un régionalisme où on a un Exécutif régional, élu, où on a une chambre des chefs traditionnels parce qu'il faut préserver nos usages et coutumes, et où on a un Parlement régional s'occupant des problèmes de région. A la différence des huit autres, votre candidat Adamou Ndam Njoya est très discret.

Depuis un mois, on ne le voit pas, on ne l'entend pas. Pourquoi ?

Oui. En fait, Ndam Njoya est en train de boucler un travail très important qu'on a fait pendant

cinq ans. Chaque mois, nous avons fait des journées républicaines d'échanges qui réunissaient autour des thèmes la société civile, les partis politiques.

Tout cela est en train d'être numérisé et c'est lui qui supervise ce travail. Ce qui est sûr, c'est qu'il est aussi le doyen de ces élections [né en 1942]. Il est parmi le doyen de ces élections. Il a déjà fait le tour du Cameroun plus de vingt fois. Il est connu par les Camerounais et la campagne, c'est dans quelques jours, il sortira pour pouvoir aller vers les Camerounais. Mais avec un dossier solide. Mais franchement, il est beaucoup moins présent que ses adversaires.

Alors est-il candidat pour gagner ou tout simplement pour témoigner ?

Nous ne pouvons pas faire de la politique spectacle parce que la situation du Cameroun est une situation très grave. Et on est en train de travailler pour la sortie de crise.

Source : RFI
